

Actualité Société

Pourquoi la France est à sec

ALERTE Une vague de chaleur est attendue demain. Le niveau des rivières et des nappes inquiète

DÉBATS Faute d'agents, les contrôles sur les restrictions sont faibles. La crise interroge notre modèle agricole

Le répit aura été de courte durée. Dès demain, une nouvelle vague de chaleur se met en place sur l'Hexagone, avec des températures pouvant dépasser les 35 degrés au sud d'une ligne Bordeaux-Lyon, avant de s'étendre mardi de la Vendée au sud de l'Île-de-France et à la Lorraine. Un énième coup de chaud dans une France à sec : tous les départements métropolitains, à l'exception de Paris, des Hauts-de-Seine et de la Seine-Saint-Denis, sont placés en alerte sécheresse ; dont le bassin de l'Yser, dans le Nord, pour la première fois de son histoire.

Les niveaux de restriction des usages de l'eau varient : dans les 46 départements « en crise », tous les prélèvements sont interdits, à l'exception des usages prioritaires (santé, sécurité civile, eau potable, salubrité). Depuis le début de l'été, plusieurs villages, jusqu'en Haute-Loire, sont approvisionnés par camions-citernes ; sans que leur chiffre total n'ait été recensé par le gouvernement.

Le ministre de la Transition écologique, Christophe Béchu, est attendu demain dans l'Isère pour évaluer la situation et faire de la pédagogie. Entre le 1^{er} mai



Les bords de Loire au niveau d'Anchenis (Loire-Atlantique), jeudi.

JÉRÔME FOUQUET/
OUEST-FRANCE/
MAXPPP

et le 27 juillet, les 1700 agents de l'Office français de la biodiversité – soit 12 à 20 personnes par département – ont procédé à 2400 contrôles. « Dans 85 % des cas, les restrictions étaient respectées, assure son directeur général, Pierre Dubreuil. Dans les 15 % restants, nos agents font surtout de la pédagogie car, souvent, ceux qui commettent des infractions le font sans le savoir. On verbalise assez peu. » Selon le ministère, seuls 200 dossiers ont été transmis à la justice depuis le 1^{er} mai ; avec une amende qui peut aller jusqu'à 1 500 euros pour un particulier et 7 500 euros pour une personne morale.

Tout miser sur la pédagogie alors qu'il y a urgence ? « Il y a une vertu à cette crise : les Français comprennent

« Si on continue à produire de la même façon, on tourne en rond ! »

Serge Zaka, agroclimatologue

que la ressource en eau est rare, veut croire Pierre Dubreuil. Mais c'est effectivement très tendu pour nos agents. Je fais avec les moyens qu'on me donne, et on priorise. » Cet été, d'autres volets de la police de l'environnement sont ainsi mis en sommeil, comme la chasse ou les pratiques sportives dans la nature.

Dans les champs, la situation inquiète, alors qu'éleveurs et cultivateurs devront attendre la fin de l'été pour déclarer les calamités agricoles. « Cet été, on a observé un phénomène de sécheresse éclair, explique l'agroclimatologue Serge Zaka. C'est la sécheresse sèche-cheveux : 40 degrés, un vent à 40 km/h et un taux d'humidité de 10 % ; les plantes brûlent sur pied. On dépasse la limite génétique de la résistance des végétaux. »

« On craint jusqu'à 30 à 50 % de perte de rendement sur le maïs », redoute Joël Limouzin, vice-président de la FNSEA et éleveur en Vendée. Y aura-t-il assez de fourrage ? À cette époque, d'ordinaire, les bêtes se nourrissent en prairies, aujourd'hui transformées en paillason. Pour répondre à l'urgence, le

ministère de l'Agriculture a demandé à la SNCF, au réseau autoroutier et aux Voies navigables de France de faucher leurs parcelles délaissées ; les terrains en jachère aussi.

Dans cette crise, le maïs, grand buveur d'eau, fait figure de coupable idéal. « En réalité, un hectare de maïs consomme moins d'eau qu'un hectare de blé, défend Joël Limouzin. Mais la différence est que le blé est semé à l'automne et profite des pluies d'hiver et de printemps, quand le maïs doit être arrosé l'été. » Pour irriguer les champs, le gouvernement a encouragé le développement de bassines : ces réservoirs géants doivent permettre de capter l'eau l'hiver quand les nappes phréatiques débordent.

Mais, partout, le sujet cristallise les tensions entre pro et anti. « Certes, ces bassines permettent de réduire les prélèvements l'été, observe Serge Zaka. Mais si les agriculteurs ne modifient pas leurs pratiques, s'ils ne plantent pas davantage de variétés économes en eau, si on continue à produire de la même façon, si on n'améliore pas les systèmes d'irrigation, on tourne en rond ! Dans dix ans, il leur faudra une deuxième bassine. »

« Si on a besoin d'autant d'eau, c'est pour nourrir les bêtes, mais a-t-on besoin d'autant de bêtes ? s'interroge pour sa part le député LFI de Gironde Loïc Prud'homme, auteur d'un rapport parlementaire sur l'eau. Il faut arrêter de faire autant de maïs, planter du sorgho, restaurer le cycle de l'eau, déplacer des cultures vers le nord. » Les viticulteurs l'ont déjà compris, avec des vignes dans l'Oise désormais ; les producteurs de lavande y réfléchissent. L'État a demandé à chaque Région et à chaque filière d'élaborer son plan d'adaptation au changement climatique. Mais les copies se font attendre. ●

La débrouille des villages sans eau

DÉPENDANCE Sur tout le territoire, des communes voient leurs sources se tarir et doivent recourir à des camions-citernes

L'objectif est clair : « Tenir jusqu'aux prochaines pluies ! » Après trois semaines de système D pour pallier l'assèchement d'un des six réservoirs alimentant Bargemon (Var) en eau potable, Christophe Sarkissian, premier adjoint au maire, en est venu à « prier pour qu'on ait des précipitations automnales dignes de ce nom ». Un hiver sans neige sur les hauteurs et un printemps sans pluie ont dangereusement abaissé le niveau de la nappe phréatique alimentant le village de 1 360 habitants à l'année – deux ou trois fois plus l'été.

Début juillet, pour éviter la coupure d'eau, la mairie a donc dû faire appel en catastrophe au pre-

mier camion-citerne disponible, à savoir un véhicule militaire non agrémenté pour le transport de produits alimentaires. « L'agence régionale de santé nous y a autorisés, à condition qu'on surchlorure l'eau du robinet, ce qui l'a rendue impropre à l'ingestion. » Résultat, le temps que le liquide soit considéré comme purgé de tout risque sanitaire, la commune a dû ravitailler ses administrés et ses touristes en packs d'eau pendant trois semaines. « Soit 26 376 bouteilles de 1,5 litre, précise Christophe Sarkissian. Et autant de plastique, à notre grande désolation. »

Nombre de communes du sud de la France connaissent désormais de pareils épisodes d'assèchement. Mais, plus étonnant, le problème s'invente dans des Régions qui se croyaient à l'abri. Au Bouchet-Saint-Nicolas

(Haute-Loire), un camion-citerne vient trois fois par semaine ravitailler le village depuis que l'un de ses deux forages s'est tari début juin. Un comble en Auvergne, autrefois surnommée le château d'eau de la France. « On ne s'y attendait pas, et ça va être très dur au niveau financier », s'inquiète Josette Arnaud, la maire. Pour les éleveurs surtout, le quotidien est bouleversé. Afin d'abreuver les 1 300 bovins de la commune, une autorisation de pompage dans le lac du Bouchet a été accordée. « Deux heures le matin et deux heures et demie le soir, assurées bénévolement par le conseil municipal », précise l'élue.

Changer les mentalités

En Corrèze aussi, les autorités doivent faire preuve de flexibilité. Après une semaine de citer-

nage autour de Saint-Privat, le président du syndicat des eaux du puy du Bassin, Joël Beynel, compte lever le pied ce week-end à présent que le niveau de la Glane, la rivière alimentant les châteaux d'eau, est remonté. « Mais lundi, on devra peut-être le refaire, envisage-t-il. En gros, on a une vision sur quarante-huit heures. »

Des projets de recherche de sources d'eau supplémentaires ont été lancés un peu partout. Mais l'adaptation à la nouvelle donne hydrique ne se fera pas sans bouleversement des mentalités, estime Christophe Sarkissian. « Il faut changer nos façons de jardiner, sensibiliser les gens qui essaient de remplir leur piscine, raisonner ceux qui veulent absolument avoir du gazon vert l'été. Ça, c'est fini, c'est une folie écologique. » ● Z.L.

Actualité Société

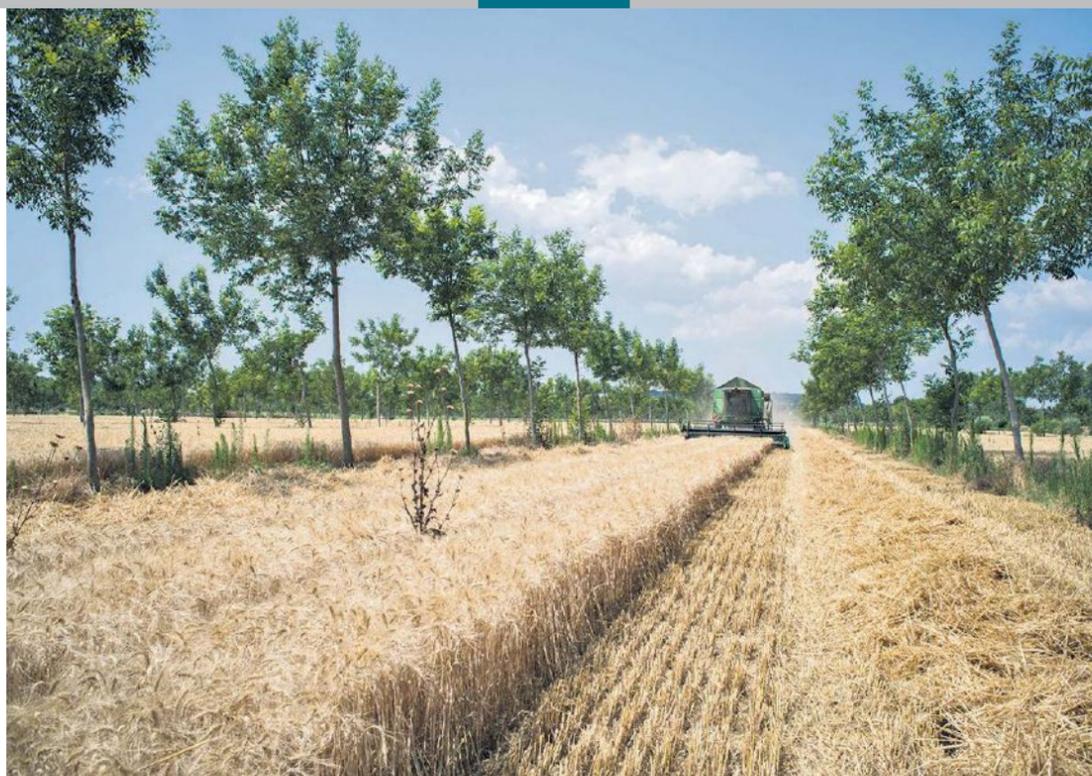
PARADES Des pratiques, parfois anciennes, peuvent aider les éleveurs et les cultivateurs à faire face

Ne pas pouvoir remplir sa piscine privée est une chose, voir sa récolte chuter de 20 % en est une autre. Les agriculteurs paient un lourd tribut à la sécheresse, dans un contexte d'augmentation des surfaces irriguées : 14,6 % de hausse entre 2010 et 2020, selon les données compilées par l'association France Nature Environnement. Certaines solutions pour faire face au stress hydrique gagneraient ainsi à se généraliser.

RECONQUÉRIR LES MARES, PRAIRIES ET TOURBIÈRES

Elles ont perdu 50 % de leur superficie en France entre 1960 et 1990 : longtemps mal-aimées, les zones humides rendent pourtant de nombreux services à leur écosystème. Refuges pour les espèces vivantes, elles filtrent l'eau comme un rein en retenant certains polluants. Les tourbières peuvent également piéger d'importantes quantités de carbone.

Surtout, « les zones humides en tête de bassin-versant atténuent les phénomènes de crues en stockant l'eau, comme une éponge », explique Sophie Periz, cheffe du service gestion des ressources en eau et agriculture à l'Agence de l'eau Seine-Normandie (AESN) : « Elles limitent ainsi les inondations en aval, et restituent l'eau emmagasinée lorsque celle-ci vient à manquer. » Il ne s'agit pas pour le cultivateur d'un réservoir dans lequel piocher directement, mais d'une approche systémique à l'échelle d'un bassin qui favorise le remplissage des nappes phréatiques.



Une parcelle agroforestière mêlant noyers et culture de blé, à Maraussan (Hérault).

ÉMILE LOREAU/HANS LUCAS

Dans les champs, des pistes pour s'adapter

Sous la pression de l'urbanisation et des cultures intensives, les mares, marais et prairies humides continuent de reculer dans l'Hexagone. Pour lutter contre leur déclin, les agences de l'eau expérimentent depuis deux ans des dispositifs appelés « paiement pour services environnementaux ». En Normandie, le maintien d'un élevage extensif prenant en compte les zones humides est ainsi favorisé. « Il s'agit de financer un service global rendu par l'agriculteur à la collectivité », précise Sophie Periz.

PLANTER DES HAIES ET DES ARBRES DANS LES CHAMPS

Faire cohabiter des arbres, des cultures ou de l'élevage sur une

même parcelle, c'est ce qu'on appelle l'agroforesterie. « Les haies jouent un rôle très important, détaille Sophie Periz, de l'AESN. Elles favorisent l'infiltration de l'eau dans le sol et limitent donc les effets de ruissellement. » Les établissements publics financent ainsi l'implantation sur les surfaces agricoles de haies dites « non productives », qui ont vocation à favoriser la recharge des nappes phréatiques.

Autre bénéfice : les haies agissent comme un paravent, empêchant dans certaines situations les vents chauds d'assécher les parcelles. « C'est un vrai sujet à favoriser au niveau national, insiste-t-elle. On cherche à promouvoir des solutions fondées sur la nature, reposant notamment sur l'agroécologie. »

RÉUTILISER LES EAUX USÉES TRAITÉES

À la sortie des 22 000 stations d'épuration françaises, plus de 99 % des eaux usées finissent dans la mer. L'Espagne en réutilise pour sa part 14 %, et l'Italie 8 %. Mais l'écart se creuse face à Israël, qui tire profit de 80 % de ses eaux usées. Environ la moitié des terres irriguées le sont avec des eaux ayant subi plusieurs nettoyages. En conservant une partie de l'azote et du phosphore présents dans les eaux usées et utiles aux plantes, le dispositif peut permettre de limiter le recours aux engrais.

Une poignée de projets pilotes sont menés en France, comme à Ploërmel (Morbihan), où la station

d'épuration de Mauron propose cette année ses eaux aux agriculteurs locaux pour l'irrigation du maïs. Cette semaine, Veolia a annoncé vouloir équiper 100 stations d'une unité de traitement supplémentaire pour permettre la réutilisation de ces eaux non potables.

SÉLECTIONNER DES VARIÉTÉS RÉSISTANTES

La fragilité de certaines cultures est parfois pointée du doigt. « Par rapport à des variétés commercialisées dans les années 1950 ou 1960, les rendements en sécheresse du maïs, du blé ou du sorgho ont quasiment doublé », rappelle François Tardieu, directeur de recherches à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement. Mais ce n'est pas tant la tolérance au manque d'eau que la performance générale des céréales qui a été améliorée. « La différence entre les rendements d'un champ en sécheresse et d'un champ humide est restée à peu près la même, mais c'est la performance globale des plantes qui a augmenté. »

Face aux aléas climatiques actuels, pourquoi alors ne pas sélectionner des variétés supportant spécifiquement le stress hydrique ? « C'est un rapport bénéfice/risque, explique le chercheur. La plupart des gènes identifiés comme entraînant un meilleur rendement en sécheresse n'ont d'intérêt que dans ces périodes, et peuvent même être négatifs dans de bonnes conditions de culture. » Les sélectionneurs préfèrent donc souvent la plus grande rentabilité. « Je pense que cette stratégie va trouver sa limite, poursuit François Tardieu. Si on veut préparer le changement climatique, il va falloir accepter – au moins pour certaines régions – de semer des variétés à potentiel de rendement un peu plus faible mais à tolérance plus forte à la sécheresse. » ●

ZOÉ LASTENNET

Les sourciers reprennent la baguette

TRADITION Face à la pénurie, agriculteurs, pépiniéristes et particuliers font appel à des chercheurs d'eau

De son grand-père Clément, il a gardé mille souvenirs ; mais aussi une image : celle du vieil homme parcourant à pied son champ d'oliviers dans le haut pays niçois, le dos courbé, baguette de noisetier entre les mains, à la recherche d'une ressource déjà rare, l'eau. « Plus il avançait, plus son corps, sa tête et ses bras étaient inexorablement attirés vers le sol, se souvient Éric Brocardi, porteparole des pompiers. Physiquement, il était méconnaissable. Mais il était capable de déterminer avec précision où se trouvait une nappe phréatique. » D'ailleurs, les 450 pieds d'arbres fruitiers étaient alimentés par trois forages, tous effectués aux endroits indiqués par l'aïeul.

Des histoires de sourciers qui font des miracles, la campagne française en regorge. Depuis le XV^e siècle,

des hommes, surtout, utilisent des baguettes, en bois ou en métal, en forme de Y, de V ou de L ; d'autres des pendules, pour déterminer la présence d'eau, parfois de mines ou de cavités. Si cette activité a presque disparu à la faveur du développement du réseau d'eau potable, la pratique connaît un regain d'intérêt en ces temps de disette aquatique.

« Je ressens les champs magnétiques »

« Cet été, j'ai eu beaucoup d'appels, et les gens n'ont qu'un seul mot à la bouche : la sécheresse, confirme Michaël Desavoye, installé en Normandie. Ce sont souvent des agriculteurs, des propriétaires de haras, des pépiniéristes. » Des petites mairies aussi, confrontées à des sources taries. À Anglards-de-Salers (Cantal), Jean-Baptiste Brun, 85 ans et 1300 forages à son actif, a même reçu la médaille de la ville.

Employé dans le secteur de la pétrochimie, Michaël Desavoye

s'est découvert ce don par hasard, à l'âge de 16 ans, alors qu'il jouait avec des baguettes. « Je préfère parler de sensibilité, rectifie-t-il. Je ressens les champs magnétiques créés par l'eau. »

Aujourd'hui, moyennant 100 euros de l'heure environ, il intervient pour localiser des nappes et leur profondeur ; le débit et le sens de l'eau aussi. Propriétaire d'un haras, Elisabeth a fait appel à lui il y a trois ans : « En quinze minutes, il avait trouvé la nappe ! » Depuis, elle utilise la

ressource pour arroser le sable du manège. « Ça fait de grosses économies sur la facture », témoigne-t-elle.

Mise en scène ou autosuggestion

En Touraine, l'éleveur laitier Laurent Labarre a aussi choisi cette solution pour irriguer ses champs de maïs, avec un peu de déception à la clé. « Le premier sourcier qui est intervenu était aussi foreur, donc je me suis méfié, témoigne-t-il. Le deuxième a trouvé l'eau mais m'a prêté un débit supérieur à la réalité. » L'investissement – forage, pompes, tubage – lui a coûté 30 000 euros.

« Dans ce secteur, on trouve du très informel mais aussi des petites entreprises, décrit Patrick Lachassagne, le président du Comité français d'hydrogéologie. Or il n'y a aucune vérité scientifique derrière cette pratique. C'est comme en santé : si on est vraiment malade, on va voir un médecin, si on a besoin d'eau, on s'adresse à un technicien qui peut garantir la

quantité et la qualité. Après, si on n'a rien, on peut toujours aller voir un rebouteux. »

Pour les scientifiques, les sourciers sont surtout des gens bien informés, qui ont étudié les données géologiques disponibles. Quant aux baguettes, elles bougeraient par « mise en scène » ou « autosuggestion », avance le chercheur. « Ce n'est pas du charlatanisme, c'est bel et bien physique, répond Jan Van Delft, entrepreneur dans le BTP en Touraine, qui utilise ses baguettes en laiton pour localiser des conduites d'eau avant un chantier. Je ressens un léger picotement dans le corps. »

« Je sais ce que j'ai vu, abonde Éric Brocardi. Certes, ça dépasse l'entendement, mais quand la baguette de mon grand-père indiquait l'eau, l'écorce restait dans ses mains pendant que la tige tournait. À la fin, il était épuisé et il lui fallait se mettre au repos toute une après-midi. Certaines personnes ont un lien inexplicable avec la terre. » ● M.E.

100
EUROS DE L'HEURE
le tarif pratiqué
par Michaël Desavoye
pour localiser les nappes